



Budgets 2025 :

Irrecevable !

MONTREUIL > 11 OCTOBRE 2024

LES PROJETS DE LOIS de finances et de financement de la Sécurité sociale 2025 ont pour objectif d'organiser une cure d'austérité violente.

On demande, une fois de plus, au monde du travail, de passer à la caisse.

Les services publics, la Fonction publique, les agent·es publics sont les variables d'ajustement des cadeaux fiscaux octroyés aux classes sociales les plus fortunées et des milliards d'euros alloués aux entreprises sans aucune contrepartie et efficacité démontrée.

Alors que les services publics et la Fonction publique doivent disposer des moyens budgétaires nécessaires afin de répondre aux défis du XXI^e siècle dont la mise en œuvre d'une nouvelle logique de développement, articulant reconquête des activités industrielles et bifurcation écologique, ces derniers sont sacrifiés sous l'autel de l'austérité budgétaire.

Les conditions de vie et de travail des agent·es publics, fonctionnaires et non-titulaires, actif·ves et retraité·es, vont encore se dégrader avec, entre autres, la reprise des suppressions d'emplois, de nouveaux reculs s'agissant des droits à la protection sociale, la non-revalorisation de la valeur du point de l'indice (-18% depuis 2010), le creusement des inégalités salariales et professionnelles entre les femmes et les hommes.

Le ministre de la Fonction publique, de la simplification et de la transformation de l'action publique vient par ailleurs de confirmer qu'il envisage bel et bien de **ne pas reconduire le dispositif de la GIPA** [Garantie individuelle du pouvoir d'achat]. Irrecevable !

L'UFSE CGT réitère que le pouvoir exécutif ne dispose d'**aucune légitimité** pour mettre en œuvre un tel choc budgétaire.

Ce sont les politiques mises en œuvre par Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs qui ont contribué au creusement du déficit budgétaire et de la dette publique.

Par une **autre appropriation des richesses produites**, des lois de finances et de financement de la sécurité sociale construites sur d'autres bases, **d'autres choix sont possibles**.

L'heure est à la mobilisation des agent·es publics avec toutes les organisations qui, dans le champ syndical et au-delà, le souhaitent.